



ISSN Print: 2394-7500
ISSN Online: 2394-5869
Impact Factor: 8.4
IJAR 2021; 7(12): 226-231
www.allresearchjournal.com
Received: 14-09-2021
Accepted: 16-10-2021

Scheel Mutombo Kianga
Master Student, Department of International Relations, University of International Business and Economics- Beijing/China, Assistant at University of Kinshasa, Congo

Peter Ngolo Minga
Assistant Lecture, Department of International Relations, Université de Kananga, Congo

“La diplomatie économique de la RDC: Pourquoi devrai-t-on choisir Belt and Road initiative?” “[Economic diplomacy of the DRC: Why should the belt and road initiative be chosen?]”

Scheel Mutombo Kianga and Peter Ngolo Minga

DOI: <https://doi.org/10.22271/allresearch.2021.v7.i12d.9249>

Abstract

Given that geopolitical changes are characterized by the decline of the West and the economic prosperity of the East, the Democratic Republic of Congo must adjust its foreign policy implementation tools. In the global and transnational international situation, diplomats' skills are not enough to benefit from economic diplomacy. In addition to traditional diplomatic missions, countries now rely on enterprises as influential participants in their economic diplomacy. Because in the contemporary society, power depends more and more on the mastery of economic ability. China's success is first and foremost economic, not military. The belt and road initiative is obviously the most important geopolitical and geostrategic project in history. So why did the Democratic Republic of Congo choose it? What should be the strategy after signing the MoU? This paper attempts to answer these questions.

Keywords: Economic diplomacy, the democratic republic of Congo, China, the belt and road initiative and geo economy

1. Introduction

Dans un contexte marqué par la recomposition du capitalisme mondial, la diplomatie économique est plus que jamais un outil stratégique pour les Etats^[1]. Son impact est fonction du contexte géopolitique, de la complexité du pays, des secteurs et produits qui mobilisent son intervention. Pris dans ce cadre, au-delà de l'appui aux exportations et à la promotion des entreprises congolaises sur le plan international en général et vers la Chine en particulier, ce levier sert également à attirer des investissements en République démocratique du Congo. Ce papier souhaite proposer une lecture du dispositif actuel de la diplomatie économique congolaise vers la Chine si elle existe réellement. L'objectif est de fournir des connaissances susceptibles de permettre aux décideurs de forger de nouveaux outils pour rendre la diplomatie économique congolaise plus efficace et d'en construire une vision stratégique dans un monde en mouvement. La République Démocratique du Congo avec ses potentialités économiques et géopolitiques^[2] immenses doit adapter sa politique étrangère aux réalités actuelles. Tout en suivant l'orientation du monde par rapport au changement de pôle d'influence géopolitique. L'essor économique de l'Orient sonne la fin de la domination de l'Occident, il se dégage pour la RDC une urgence de concevoir une diplomatie économique bien adaptée aux impératifs du 21^{eme} siècle. D'où la nécessité d'une réorientation stratégique de sa diplomatie économique. Car, dans un monde de plus en plus complexe, incertain, affecté par la crise sanitaire et par un grave déficit de leadership international, la consolidation des compétences des diplomates dans tous les pays du monde se pose avec acuité. Dans le contexte d'une diplomatie moderne plus complexe, la RDC a besoin d'un nouveau leadership novateur et multifonctionnel. Un leadership capable de réinventer l'ère post Coronavirus par le développement d'un nouveau paradigme fondé sur la solidarité planétaire dans un processus de consolidation de l'économie des biens communs et du bien-être collectif^[3]. A l'aune de la mondialisation, le diplomate classique ne suffit plus.

Corresponding Author:
Scheel Mutombo Kianga
Master Student, Department of International Relations, University of International Business and Economics- Beijing/China, Assistant at University of Kinshasa, Congo

A côté du diplomate, s'ajoutent les entreprises comme acteurs de la diplomatie économique. Tout en sachant que son acteur principal reste l'Etat. Cette vision de l'État se retrouve également chez l'économiste britannique Susan Strange qui s'est particulièrement intéressée à la montée en puissance des grandes entreprises multinationales et des marchés financiers libres. «Alors que les États étaient avant les maîtres du marché, ce sont maintenant les marchés qui, sur ces questions cruciales, sont les maîtres des gouvernements et des États », écrit-elle ^[4]. Les acteurs traditionnels, diplomates et généraux, lui apparaissent moins décisifs que les banquiers, les hommes d'affaires et les médias.

Comme le souligne Christian CHAVAGNEUX : « il ne fait plus aucun doute aujourd'hui pour les observateurs de la scène internationale que l'économie est devenue l'un des champs majeurs de l'activité diplomatique» ^[5]. Dans le cas en cours d'examen, il y a lieu de souligner la présence de plusieurs entreprises chinoises qui ont signé pas mal de contrats avec l'Etat congolais. Ces entreprises agissent comme acteurs de la diplomatie économique chinoise au rang desquelles nous pouvons citer China Railway Group Ltd (China Railways), Sinohydro Corporation voire China Exim Bank. Elles jouent un rôle très significatif dans l'ascension de la Chine entant que puissant de premier plan. Pour démontrer le rôle des entreprises dans la diplomatie économique entre les deux pays, il sied de signaler que ces dernières ont joué un rôle important du déploiement de la diplomatie économique chinoise en RDC en 2008 dans la mise en œuvre du programme de cinq chantiers de la RDC ^[6]. C'est en effet une stratégie clé de la Chine à travers le monde qui mérite admiration et d'être suivie par la RDC pour mettre en valeur ses nombreuses ressources stratégiques.

Aujourd'hui, la République Démocratique du Congo (RDC) produit 60% du cobalt mondial. Elle détient 34% des réserves de ce métal stratégique qui s'échange actuellement à près de 30.000\$ la tonne sur le London Metal Exchange ^[7]. A l'aube d'une révolution verte où la demande pour le minerai s'accélère, quelles stratégies de diplomatie économique adaptées ? Relativement à l'application et l'orientation de la diplomatie congolaise, il se dégage, sous l'angle scientifique, une insuffisance du savoir des éléments fondamentaux de la diplomatie économique et des enjeux de leur mobilisation par un pays ^[8].

En partant de l'expérience chinoise, il y a lieu de réveiller la République Démocratique du Congo à la nécessité d'intégrer cette donne et ces outils dans sa stratégie de développement. Le commerce du pétrole, des pierres précieuses, des métaux et des minéraux de terres rares fait des ravages en Afrique en général et en RDC en particulier. Pendant les années où le Brésil, l'Inde, la Chine et les autres «marchés émergents» ont transformé leurs économies ^[9], la République Démocratique du Congo, *Etat-ressource*, est restée attacher au bas de la chaîne d'approvisionnement industrielle à cause de choix stratégiques de ses partenaires.

Cependant, lors de l'accession de l'indépendance(1960), la RDC et la Chine, l'Afrique du Sud avaient pratiquement le même niveau de développement. Près d'un demi-siècle plus tard, les deux dernières citées sont devenues émergents et membres du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Mais pourquoi la RDC n'y est pas?

La définition de la diplomatie économique(A) est plus que nécessaire pour nos lecteurs pour leur permettre de mieux saisir le contexte de la diplomatie économique congolaise(B) et savoir pourquoi la RDC devrait choisir l'initiative de la route de la soie(C) et savoir après avoir adhéré, quelles stratégies alignées pour tirer les bénéfices nécessaires ?

2. Definition de la diplomatie économique

Le champ de la diplomatie économique n'a pas eu autant d'engouements de chercheurs que la diplomatie classique. Néanmoins plusieurs études de haute facture existent surtout dans le monde anglo-saxon. Certaines des leurs définitions ont retenu notre attention. Comme pour Zhao Kejin, la diplomatie économique est l'expansion de la diplomatie dans le domaine économique, c'est une manière pacifique de gérer les frictions et les différends entre pays dans le domaine économique afin de mettre en œuvre des politiques étrangères spécifiques ^[10].

Selon Bergeijk et Moons, la diplomatie économique consiste en un ensemble d'activités visant les méthodes et procédés de la prise internationale de décision et relatives aux activités économiques transfrontières dans le monde réel. Elle a comme champs d'action le commerce, l'investissement, les marchés internationaux, les migrations, l'aide, la sécurité économique et les institutions qui façonnent l'environnement international, et comme instruments les relations, la négociation, l'influence » ^[11]. Pour Bain et Woolcock, la diplomatie économique est un processus décisionnel dans le domaine de l'économie internationale.

Berridge et James (école britannique), une diplomatie axée sur la politique économique ou l'utilisation de ressources économiques, y compris l'aide, les sanctions, etc., visant à atteindre un objectif de politique étrangère ^[12]. Le concept de diplomatie économique : « le mécanisme, la politique, le comportement et le processus interactif de transformation de la richesse et du pouvoir entre les acteurs souverains par les biais d'une conception stratégique et institutionnelle» ^[13].

C'est ainsi que pour la Chine, la tâche fondamentale de sa diplomatie économique est de « transformer la force en influence » et de participer à l'élaboration d'un nouveau modèle international propice à son l'influence.

En fait, la diplomatie économique concerne chacun de nous. La liberté d'exporter, d'investir au-delà des frontières (d'importer aussi), c'est elle qui la négocie. C'est elle qui s'active aux côtés des entreprises qui travaillent à l'étranger et c'est également elle que l'on trouve à l'origine du G7. Elle n'a pas remplacé la diplomatie politique mais elle en est devenue le complément inséparable. Elle est même au cœur de la politique la plus brûlante puisque c'est à elle qu'il revient d'ordonner et de gérer la globalisation de l'économie mondiale. Enfin, et surtout, cette diplomatie n'est plus seulement l'expression d'une politique étrangère puisqu'elle descend au plus profond des économies nationales ^[14].

En cinquante ans, tout a changé. En prendre conscience est essentiel pour tous ceux comme les congolais qui veulent que leur pays ne rate pas les innombrables possibilités de choix et d'action que le monde extérieur met à la disposition de ceux qui veulent s'en servir. Les opportunités illimitées qu'offre le monde actuel requièrent un tact pour tirer l'épingle du jeu. Si la diplomatie permet aux grandes puissances d'user de leur puissance dans l'influence, elle donne aussi la capacité de choisir aux pays qui ne peuvent

user de l'influence. En l'espèce, la République Démocratique du Congo ne pouvant peut-être pas utiliser ce levier de politique internationale au même pied que la Chine ou les USA, néanmoins, la décision de choisir les programmes ou les partenaires peut avoir aussi d'efficacité qu'user de son pouvoir dans l'influence.

Ainsi donc, pour l'actuel Président de la RDC, Felix-Antoine TSHISEKEDI choisir de continuer à privilégier les partenaires traditionnels (partenaires occidentaux) ou de suivre la direction que donnent les grandes mutations géopolitiques et géoéconomiques relève d'un choix stratégique national. Si en plus de six décennies, les résultats n'ont pas suivi les discours, il se dégage alors une nécessité de réflexion bien adaptée aux impératifs du siècle. L'efficacité voire l'efficience de l'action en diplomatie économique est fonction de stratégie institutionnelle et du choix des partenaires. Les égarements du passé peuvent nous permettre de bien orienter l'avenir poudreux soit-il. La décision de l'Administration Trump du rétablissement de l'admissibilité de la RDC aux préférences commerciales offertes par la loi sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique [15] (*African Growth Opportunities Act, AGOA*) est un acte de diplomatie économique certes mais dont les bénéfices réels sont ailleurs.

3. Contexte de la diplomatie économique congolaise

Depuis son accession à l'indépendance en 1960 jusqu'en 2006, la diplomatie économique congolaise était basée sur l'assistance technique et financière des institutions de Bretton Wood, l'Union Européenne, des Etats-Unis d'Amérique etc. Cette diplomatie de l'aide traditionnelle n'a pas inhibé de manière significative les conflits armés, le sous-développement et la pauvreté en République Démocratique du Congo. C'est une diplomatie économique que nous qualifions de « diplomatie paradoxale » et « passive ». Diplomatie économique paradoxale c'est-à-dire, les déclarations de bonnes annonces, les sommes colossales d'aide et de don ont en réalité créé des effets contraires aux attentes de destinataires finaux supposés. Aucune année ne passe sans que les assistances financières se comptent en milliers de dollars ou d'Euro.

Cependant, aucun boulevard, aucun édifice public ni infrastructures identifiables construits avec l'appui de cette assistance financière. Rien n'a presque changé. Aucun impact significatif sur la vie de la nation. Le résultat le plus important objectivement vérifiable reste la dette publique. La Diplomatie économique passive évoque un contexte de diplomatie dans lequel la RDC n'a mis en place aucune initiative de grande envergure susceptible de façonner l'environnement international en sa faveur ni de promouvoir les entreprises congolaises sur l'arène internationale. Tout au long de cette période, la diplomatie économique passive de la RDC l'a mise dans une position peu confortable face à ses partenaires occidentaux. Il s'était construit une relation monopolistique entre la RDC et ses bailleurs occidentaux. Ce monopole contreproductif l'a transformée sans le savoir ou peut-être par excès de laxisme à une sorte de chasse-gardée occidentale.

Néanmoins, les mises en gardes ont été données sans pour autant qu'elles n'attirent l'attention de quelqu'un tant au niveau global du continent que de la RDC. Déjà en 1973, Walter Rodney dans son livre « How Europe under developed africa » expliqua que l'Afrique a été délibérément

exploitée et sous-développée par les régimes coloniaux européens. L'un de ses principaux arguments tout au long du livre est que l'Afrique a développé l'Europe au même rythme que l'Europe sous-développée l'Afrique. Il affirme sans réserve que le «mal-développement» africain n'est pas une caractéristique naturelle de la géographie, mais un produit direct de l'extraction impériale du continent, une pratique qui se poursuit dans le présent^[16].

4. Et alors si Joseph Kabila avait raison de tourner vers la Chine ?

De suite des élections générales organisées en République Démocratique du Congo en 2006, de nouvelles institutions ont été mises en place. Joseph KABILA, Président élu s'est fixé l'objectif de réduire la pauvreté au terme de son mandat en mettant en place un programme quinquennal dénommé « 5chantiers » visant les infrastructures, l'emploi, l'éducation, la santé et l'électrification du pays. La question qui s'était très vite posée était de savoir où trouver les moyens pour financer ce programme ambitieux ?

Ainsi, la République Démocratique du Congo a tourné sa diplomatie économique vers la Chine pour chercher les moyens de financement de son programme. C'est dans cette optique qu'elle a conclu son plus grand contrat d'investissement depuis l'indépendance connu sous le nom de « Contrats chinois ». Ce changement stratégique était vital pour un pays asphyxié par l'eau de ses bailleurs traditionnels et ruiné par les conflits armés. L'arrivée de la Chine dans le registre de la diplomatie économique de la République Démocratique Congo a enjoint les partenaires traditionnels à prendre des initiatives et à accepter la compétition^[17].

Pourtant, l'histoire des relations diplomatiques sino-congolaises, de l'aide et de l'investissement remonte des années de l'ère mobutienne. Les relations officielles remontent des 1970 lorsque la Chine courtisait des nombreux pays africains pour accroître son influence internationale dans un contexte dominé par la concurrence entre l'Ouest et l'Union Soviétique. On notera que c'est en 1973 que le Président Mobutu Sese Seko s'est rendu en Chine. Durant les décennies suivantes, l'aide chinoise est allée sous forme d'aide pratique (investissement agricole, hôpitaux etc.) à l'aide symbolique (stade de Martyrs et édifices publics) voire stratégique avec la formation dans des écoles militaires chinoises^[18].

En fait, à partir du moment où la RDC a redynamisé sa diplomatie économique avec l'Empire du milieu, les résultats palpables ont très vite suivi éventuellement avec la construction des routes, des hôpitaux, des écoles et des aéroports, la construction de l'immeuble du gouvernement comme immeuble intelligent. Les investissements chinois en République Démocratique du Congo au cours de la décennie qui a suivi ont augmenté rapidement.

Donc le choix de la Chine comme partenaire a permis le succès de la Diplomatie économique congolaise. Mais maintenant me semble-t-il, ceux qui tiennent le gouvernail de la diplomatie économique juge bien mal les exploits du modèle chinois, aveuglés par celui occidental, la démocratie, qui ne fonctionne pourtant plus et par ses référentiels, qui volent en éclat. On voit encore le monde sous le prisme occidental qui pense encore le contrôler. C'est un peu moins vrai chaque jour.

5. Pourquoi la RDC devrait-elle choisir Belt and Road initiative ?

De nombreuses données empiriques font état de changements récents de pouvoir dans de multiples domaines des Relations internationales entre les pays industrialisés et les puissances émergentes, ainsi qu'entre les États et les acteurs non étatiques. Il n'est pas pour nous question de discuter et éventuellement de mélanger leurs différentes approches et de fournir de nouveaux cadres pour comprendre les affaires mondiales et la gouvernance des changements de pouvoir mondiaux^[19]. Cependant, chercher à donner une formulation intelligible minime soit-elle, capable de donner une réponse objective à la République démocratique du Congo au regard de tâtonnements constatés depuis quelques années sur le meilleur positionnement géopolitique sur l'échiquier mondial.

Comme le note Joseph Nye, « *à l'ère de l'information, le succès n'est pas simplement le résultat de la victoire de l'armée* »^[20]. Au XVIIe siècle renchérit-il, le contrôle des colonies et des lingots d'or donna l'avantage à l'Espagne; les Pays-Bas du XVIIe siècle ont profité du commerce et des finances, la France du XVIIIe siècle a profité de sa population plus nombreuse, tandis que la puissance britannique du XIXe siècle reposait sur sa primauté dans la révolution industrielle et sa marine.

À l'époque de Kennedy et de Khrouchtchev, les ressources énergétiques étaient mesurées en termes de missiles nucléaires, de capacité industrielle et de nombre d'hommes sous les armes et des chars alignés prêts à traverser les plaines de l'Europe de l'Est. Mais l'ère mondiale de l'information du 21e siècle rend rapidement obsolètes ces marqueurs traditionnels du pouvoir, remodelant les relations de puissance. C'est la capacité et le pouvoir de prendre en compte les changements, les innovations, les technologies audacieuses et les nouvelles relations qui définiront la puissance au 21e siècle.

D'ailleurs, certains observateurs ont fait valoir que les sources de pouvoir, en général, s'éloignent de l'accent mis sur la force et la conquête militaires qui ont marqué des époques antérieures. Dans l'évaluation de la puissance internationale aujourd'hui, des facteurs tels que la technologie, l'éducation et la croissance économique prennent de plus en plus d'importance, tandis que la géographie, la population et les matières premières deviennent de moins en moins importantes^[21].

En effet, à chaque siècle surgit, avec une régularité qui ferait croire à une loi de la nature, un pays ayant la puissance, la volonté et l'élan intellectuel et moral nécessaires pour modeler le système international conformément à ses valeurs propres (Kissinger, 1994) . L'occident a épousé le temps nécessaire impari à chaque civilisation. La baisse chronique de l'occident ne permet plus d'espérer un redressement par rapport à la croissance des pays émergents. La Chine est entrain de bondir, l'Occident est en train de sortir de l'histoire et l'Afrique est la future cause de la prospérité du monde^[22]. Désormais la stagnation du capitalisme menace les économies en développement.

Ainsi, on peut noter la peur de l'occident qui n'hésite en aucun moment de démontrer son étonnement face au succès chinois. La Chine à travers *Belt and Road initiative* avance plus vite vers le reste du monde qu'Elon Musk vers Mars et sera bientôt la plus grande économie mondiale. Huawei, Neo, Haier, Sense Time, WeChat... l'Empire du milieu inonde actuellement la planète de ses fleurons industriels et

aborde le numérique, l'intelligence artificielle, l'électrique ou le développement durable armé des moyens que nous lui avons nous-mêmes donnés^[23]. Et cela revient à dire que le 21 siècle est bien évidemment celui de la Chine. Car dans le monde contemporain, l'équilibre de puissance est mixte. C'est-à-dire militaire et économique. Le nouvel équilibre de pouvoir porte un autre nom « la géoéconomie ». Grâce à l'économie, la Chine est devenue le premier praticien mondial de géoéconomie. Grâce à elle, la projection de la puissance régionale ou mondiale est redevenue un exercice avant tout économique. Dans ce domaine, la Chine a démontré sa maîtrise exceptionnelle du « soft power »^[24]. Ainsi, l'initiative *Belt one Raod initiative* est le projet géostratégique et géoéconomique le plus important du 21^{ème} siècle et jamais connu jusqu'alors en Relations internationales. Le stade suprême du capitalisme. Bien que l'ampleur des ambitions de la Chine dans le cadre de *Belt one Raod initiative* manque parfois de clarté, il est évident que ce projet est susceptible de refaçonner le paysage géopolitique de demain^[25].

Le centre du monde a changé. La fin d'occidentalisation du monde a sonné. Les paradigmes dominants du monde moderne changent et les acteurs suivent le sens des grandes mutations géopolitiques. Ces bouleversements laissent de plus en plus place à prédominance de l'économie par rapport aux autres domaines. La République Démocratique du Congo avec ses potentialités économiques et géopolitiques immenses doit adapter sa diplomatie économique aux réalités actuelles. Il faut choisir les partenaires et les projets stratégiques susceptibles de promouvoir le développement, d'apporter la paix et la sécurité.

A défaut d'exercer l'influence ou la puissance, grâce à la diplomatie économique, la République Démocratique du Congo a la possibilité de choisir les meilleurs partenaires. En tant entendu que la République Démocratique du Congo est dotée de potentialités économiques immenses, de minéraux dits stratégiques comme le cobalt, utilisé dans la chaîne de production de batteries au lithium, le Coltan indispensable dans la fabrication des téléphones cellulaires, des ordinateurs, haute technologie, les communications et l'innovation^[26].

En outre, elle dispose de terres arables pour une agriculture industrielle. Elle a besoin de toutes les deux voies de la coopération internationale en matière des capacités qu'offre la Chine à travers *Belt and Road initiative* pour s'adapter au vent de la mondialisation. Elle a besoin d'entreprises et de financement chinois pour la construction et l'achèvement de ses grands projets stratégiques toujours en chantiers depuis au moins six décennies au nombre desquels se trouvent le Grand Port de Banana sur l'Océan Atlantique et la Centre Hydroélectrique d'Inga I et Inga II (capable d'alimenter toute l'Afrique).

La République Démocratique du Congo a un potentiel économique énorme non encore exploité qui a besoin d'un partenariat fort et innovant. Il se dégage donc un besoin de concevoir un mécanisme, une politique, un comportement et un processus interactif de transformation de cette potentialité en richesse. D'où la nécessité d'une conception stratégique et institutionnelle de sa politique étrangère à travers une bonne diplomatie économique.

A cela, *Belt and Raod initiative* offre une chance et une opportunité pour la République Démocratique du Congo à ne pas rater. Les objectifs de l'initiative *Belt and Raod*

initiative rencontrent les besoins de la République Démocratique du Congo.

Ainsi, la philosophie de la diplomatie économique de la République Démocratique du Congo devrait consister à choisir l'initiative *One Belt, One Road* pour construire un partenariat pour un développement commun, pour approfondir la coopération trilatérale au développement. Négocier l'augmentation de l'aide chinoise pour diminuer la probabilité et l'ampleur des conflits armés dans la partie Est afin de promouvoir la paix et la stabilité dans la sous-région de l'Afrique Centrale. Donc pour sortir du sous-développement, de la pauvreté et des conflits, le choix de *Belt and Road* l'initiative constitue une alternative. Car l'avenir du monde se jouera en son sein.

Qui plus est, à l'aune de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continental, la RDC a besoin d'infrastructures pour désenclaver certaines provinces et activer les échanges économiques. Etant entendu que le commencement de toute stratégie de développement, c'est de désenclaver les régions avec des infrastructures que ce soit énergétique ou de transport. Et la RDC en a effectivement besoin.

6. Belt and road initiative, la RDC signe le protocole d'accord. Et après?

Le premier voyage officiel à l'étranger effectué par M. Wang Yi, Ministre des Affaires Etrangères de la Chine fut accompli en République Démocratique du Congo. C'est très stratégique pour la Chine et la RDC de bien jouer la carte de la communauté de destin mondial. Il est évident, que la Chine derrière cette visite vise se mettre au côté des africains étant entendu que le Président de la République Démocratique du Congo, Felix Tshisekedi va assurer en février 2020 la présidence tourne de la Commission de l'Union Africaine. C'est une vraie passe décisive faite à la RDC. C'est une sorte d'option que lui offre la Chine pour éventuellement jouer le meilleur jeu possible afin d'en attirer profit pour son développement. C'est en réalité, le temps opportun pour la RDC d'arrimer sa diplomatie économique au principal artisan géoéconomique du 21^e siècle au lieu de s'enliser gratuitement dans une diplomatie passée avec les vieux acteurs essoufflés. Le caractère hostile de l'environnement international auquel la RDC exposée exige de faire usage de la diplomatie du loup combattant comme la Chine^[27].

En fait, *Belt and Road initiative* représente le point culminant de la recherche de la Chine pour un grand récit stratégique et est sans aucun doute l'approche de politique étrangère la plus ambitieuse adoptée à ce jour. La question centrale est de savoir comment l'influence économique croissante de la Chine transformera le paysage politique mondial en général et le paysage congolais en particulier^[28]. En signant le protocole d'entente sur la coopération dans le cadre *Belt and Road initiative*, la République Démocratique du Congo entre dans les arènes de l'entreprise géopolitique qui dessine le monde au 21^{eme} siècle aux cotés de 44 pays autres pays africains. C'est une étape décisive qui est franchie dans le cadre de la diplomatie économique congolaise. Tout de même, il y a lieu de s'interroger sur la suite. Signer, c'est bien mais après ? Avec quelles stratégies y va-t-on et que vise-t-on ? Autant d'interrogations sur lesquelles les praticiens et scientifiques congolais méritent de réfléchir afin d'y donner un contenu géopolitique, géostratégique et géoéconomique.

Tel que souligné lors de la signature de ce protocole à Kinshasa par M. Wang Yi *Belt and Raod initiative* est une initiative de coopération internationale importante visant à promouvoir la complémentarité économique entre différents pays et à aligner leurs stratégies de développement, afin de conjuguer leurs efforts de développement et de parvenir à un développement et une prospérité communs^[29]. Il est sans doute que cette signature permettra de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine économique, d'apporter une dynamique plus forte à la coopération mutuellement bénéfique, ainsi que d'ouvrir de nouvelles perspectives aux relations entre les pays. Les perspectives sont heureuses à moins que la République Démocratique du Congo définisse clairement ses objectifs à court, moyen et long terme.

C'est une chance comme nous l'avons déjà souligné pour développer les infrastructures des communications aux rangs desquels les chemins de fer, les routes, ports et aéroport. La position géostatique de la RDC, son accès à l'océan et ses neuf voisins constituent un avantage très remarquable dans la construction du partenariat pour une développement commun et prospérité partagée. Son positionnement lui donne un avantage sur le Kenya qui, jusqu'à présent semble être le leader en Afrique de l'Est dans le cadre de la Route de la soie. Comment renverser cette tendance sinon par une diplomatie économique stratégique. On se souviendra que l'adhésion de la Chine à l'OMC lui a ouvert les portes de la prospérité économique et lui a permis de façonne le monde actuel à sa manière. Il y a donc lieu d'être optimiste quant au choix de la RDC de signer le protocole de *Belt and Road initiative*.

En revanche, il est à noter que dans le contexte de ce projet géopolitique, la coopération est basée sur diverses formes de contrats de projet, d'investissement et d'établissement d'usines et d'autres opérations commerciales dans des pays étrangers. C'est éventuellement la coopération internationale en matière de capacités qui couvre deux voies: la coopération au développement et les investissements commerciaux étrangers.

Pour la RDC, ce qui est nécessaire à comprendre afin de mieux tirer bénéfices de cette coopération est d'étudier d'abord le type de projets de développement proposés, ensuite voir là où ils ont eu des succès et enfin choisir ceux qui répondent au contexte et aspirations de la RDC. C'est là, l'intelligence stratégique.

A cet effet, il existe deux types de projets de coopération au développement chinois à l'étranger: le premier type d'investissement de projet est relativement important mais les avantages économiques à court terme ne sont pas élevés, le pays hôte a de fortes demandes de coopération, il est difficile pour une seule entreprise de mener à bien et le risque de mise en œuvre du projet est relativement élevé. Ces projets sont les chemins de fer et les tramways. Tels que le chemin de fer Chine-Kirghizistan-Ukraine, le chemin de fer Chine-Thaïlande, le projet de corridor et de port Chine-Myanmar et la phase II de l'autoroute Lakoram^[30]. Le deuxième type de projet présente des avantages économiques relativement stables, moins de risques dans la mise en œuvre du projet et les entreprises manquent de fonds pour la construction. Dans l'espoir d'obtenir un soutien financier au développement, la plupart de pays présente les projets énergétiques, comme la centrale hydroélectrique de Bakitankarot et la centrale électrique de la Cascade de Nanoujiang au Laos^[31].

Au regard de leur typologie et succès dans certains pays sus indiqués, les opportunités sont nombreuses pour la RDC. Car le premier type, est une réponse au besoin en infrastructures ferroviaires de la RDC qui peine à relier les provinces de l'Est à celles de l'Ouest, des provinces du Nord à celles du Sud. C'est une meilleure occasion pour désenclaver le pays, de l'ouvrir aux neuf voisins et de répondre efficacement aux impératif de la Zone de libre-échange continental.

Le second en effet, vient trouver la solution longtemps recherchée pour la construction du port de Banana en eau profonde comme nous l'avons déjà signalé et à l'éternelle question du Barrage d'Inga I et II qui est devenu le chantier le plus le vieux de l'histoire du pays. Bref, la RDC à l'horizon 2050, pourra devenir la locomotive de l'Afrique si l'intelligence et le sérieux sont mis à contribution avec la signature du protocole d'entente sur la coopération dans le cadre de l'Initiative de la Route de la soie.

7. Conclusion

Depuis un certain temps, la RDC est de retour sur le plan international. Les congolais accordent désormais davantage d'attention aux affaires internationales, autrement dit qu'il y a un marché pour un style diplomatique plus offensif en raison de la complexité et des bouleversements de pôles d'influence géopolitique. Cela entraîne un changement du style diplomatique pour la République Démocratique du Congo. C'est dans ce sens que ce papier a été rédigé pour expliciter les mutations en cours au niveau mondial demandant ainsi à la RDC d'orienter sa diplomatie afin de mettre en exergue les stratégies relatives à l'*Easternisation du monde*. En adhérant au Belt and Road Initiative, la République Démocratique du Congo a opté pour le cap du développement des destins communs. Ainsi seules la stratégie et l'intelligence diplomatiques permettront de travailler pour le développement du pays. Si l'adhésion de la Chine à l'OMC lui a permis de façonne le monde à sa manière, le choix du belt and road initiative par la RDC pourrait lui permettre de se placer au rang des émergents dans un demi-siècle. Car on ne cesse de s'interroger pourquoi la Chine et l'Afrique du Sud qui, à un moment de l'histoire ont été au même pied que la RDC sont aujourd'hui membre du BRICS et non la RDC ?

8. References

1. BEA Hardy, La diplomatie économique :une priorité politique pour le prochain quinquennat ?, Paris: Terra Nova, 2017.
2. M.-F. C. e. F. Misser, Géopolitique du Congo (RDC), Paris: Complexe, 2006.
3. Harakat M. La nouvelle diplomatie économique en Afrique:paradigmes et modèles, Paris: L'Harmartha, 2020.
4. Strange S. «Traîtres, agents doubles ou chevaliers secourables ? Les dirigeants des entreprises transnationales,» chez Michel Girard : L'individu dans la politique internationale, Paris, Economica, 1994.
5. Chavagneux C. «Diplomatie économique: plus seulement une affaire d'Etat,» *La Diplomatie économique*, n°1Pouvoir, 1999;88:33-42. 31 Janvier
6. «La Chine et le Congo: Des amis dans le besoin,» Global Witness, London, 2011.
7. Fayulu M. «Plaidoyer pour un cobalt qui profite aux Congolais,» *Intelcongo*, Juillet. 2020;1-9:23.
8. Tédié J. La diplomatie économique de la Corée du Sud: Quelles leçons pour l'Afrique ?, France: L'Harmathan, 2018.
9. Burg T. The Looting Machine Warlords, Oligarchs, Corporations, Smugglers, and the Theft of Africa's Wealth, NewYork: Public Affairs, 2015.
10. Zhao K. The Rise of Economic Diplomacy: Substances, Institutions and trends, Pékin: Jiao Xue Yu Yan Jiu [Teaching and Studies], 2011.
11. PAVBAS. Moons, Economic Diplomacy and Economic Security, Erasmus University - Institute of Social Studies, 2010.
12. GBAA. James, Dictionary of diplomacy, 4 éd. Palgrave MacMillan, 2001.
13. Hongyu W. Economic Diplomacy, Beijing: Lecture notes, master in International relations, 2020.
14. Carriere GCDL. Diplomatie économique, le diplomate et le marché, Paris: Economica, 1998.
15. «Retablissement de l'Admissibilité de la République Démocratique du Congo à l'AGOA,» 23 Décembre 2020.
16. Rodney W. How Europe underdeveloped africa, London: Bogle-L'Ouverture Publications, 1973.
17. Sebastian S. L'Afrique, nouveau terrain de jeu des émergents, Paris: Karthala, 2014.
18. Putzel L. Le commerce et les investissements chinois, et les forêts du bassin du Congo: Synthèse des études de cadrage réalisées au Cameroun, en République Démocratique du Congo et au Gabon, Bogor: CIFOR, 2013.
19. Ohnesorge HW. Soft Power: The Forces of Attraction in International Relations, Bonn: Springer, 2020.
20. Nye J. The Future of Power, New York: Public Affairs, 2011.
21. Voci, Paola, Luo Hui, eds., Screening China's Soft Power, Abingdon: Routledg, 2017.
22. Delivani M. «L'essor de l'Orient sonne-t-il la fin de la domination de l'Occident?,» chez Conference, Québec, 27 janvier, 2021.
23. DJEHD. Sarthe, Pourquoi votre prochain patron sera Chinois: Peut-on renverser la vapeur avant qu'il ne soit trop tard ?, Paris: Eyrolles, 2019.
24. Allison G. Destined for war: Can America and China Escape Thucydides's Trap?, 67 éd., Cambridge: Houghton Mifflin Harcourt, 2017.
25. Tybring-Gjedde C, «Initiative la ceinture et la route de la chine: une évaluation stratégique et économique,» Assemblée Parlementaire de l'OTAN, Oslo, 2020.
26. MAKENGOMBM, «Competitive globalization and quest for strategic minerals :DCR's cobalt at the heartof new global stakes, towards the resource's trap ?,» International Journal of Management sciences and Business Research. 2020;9(n° 16):51-78.
27. ZHU V. «Le mirage de la diplomatie du loup combattant,» 7 Août 2020. [En ligne]. Available: <https://www.institutmontaigne.org>. [Accès le 8 Février 2021].
28. Mayer M. Rethinking the Silk Road China's Belt and Road Initiative and Emerging Eurasian Relations, Shanghai: Palgrave Macmillan, 2018.
29. «Agence de presse Xinhua,» 7 Janvier 2021.
30. Hongyu W. Recherche sur la Diplomatie économique, notes de cours de Master en chinois, Beijing: University of International Business and Economics, année académique, 2020-21.
31. Kemache F. L'art de la diplomatie économique, Paris: L'Harmathan, 2017.
32. SCGEE, Diplomatie, Beijing: Mayalos, 2020.